
La marginalisation sociale des Algériens, du « Manifeste » à l'insurrection, aboutissement du système colonial*

André PRENANT**

L'affirmation par Ferhat Abbas d'une nation algérienne, qu'il avait jusqu'alors ignorée en la cherchant dans le passé, ne doit pas tant son apparition à un changement d'optique de son auteur qu'à la concrétisation de cette réalité à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit pas là du surgissement purement conjoncturel d'un contexte, mais de **la révélation**, par cette conjoncture, en 1939/40 la mobilisation de la « drôle de guerre », de 1940 à 1942, la dépendance à l'égard d'un Etat nationaliste français lui-même servile devant les nazis puis, à partir de 1943, et au début avec un Etat du même type, la coupure des liens matériels avec la France, et la prétention de l'Etat gaulliste à l'intégration inégale, **de déséquilibres sociaux, économiques, culturels accrus jusqu'à un point critique par le système colonial**. C'est ce que montre l'analyse des contrastes entre régions, entre villes et campagnes, et dans chacun de ces espaces, entre population colonisée ou dominante, de la crise globale qui naît dès 1943, lors de la rédaction du Manifeste, se traduit par l'unité entre les forces nouvelles et les militants du P.P.A. au sein des A.M.L. pour éclater le 1^{er} puis le 8 mai 1945, avec les manifestations, leur répression, le soulèvement des Babor et les massacres qui s'ensuivent. Mais ce qui se traduit par la rupture consécutive entre l'U.D.M.A. et le M.T.L.D., c'est aussi, au sein de la population algérienne elle-même le contraste social né de ces déséquilibres.

* Communication présentée lors du Colloque «le centenaire de la naissance de Abbas, Ferhat : Université de Sétif, 1999.

** Université de Paris VII.

Ceux-ci opposent d'abord l'évolution démographique naturelle des deux populations, celle des colonisés étant alors marquée par la croissance des taux, tant de mortalité que de natalité (et d'accroissement naturel), qui culmine en 1941-42, puis en 1945 avec **une mortalité exacerbée**. Ils opposent aussi une **croissance urbaine**, présentée dans les années 1930 comme un signe de progrès par l'idéologie coloniale, qui, reconversion ou repli pour la minorité coloniale, n'est, pour les Algériens, **qu'un effet de l'exode rural**. Aucune offre d'activité particulière les attire en ville, mais la dépossession des terres des plaines fertiles, puis la privation d'emploi par la mécanisation extensive sont relayées, ces mêmes années, par la famine à laquelle, dans ces circonstances, elles aboutissent. A l'intérieur même des villes, une **ségrégation** surgit non plus seulement entre communautés des quartiers précoloniaux et coloniaux mais, du fait de l'apport rural, entre les «*camps périurbains*» où il est cantonné, ou les quartiers dégradés des centres qu'il envahit, et les villes elles-mêmes, généralement lieu du pouvoir colonial. *Cette ségrégation est la plus poussée, avec les contrastes les plus marqués, là où ce pouvoir est plus marqué et plus exclusif : croissance urbaine, précarité du logement et des infrastructures, non emploi et sous-emploi, sous-alimentation, sous-scolarisation, sous-médicalisation, morbidité et surmortalité, générale et infantile, atteignent, dans les camps périurbains, des sommets qui ne le cèdent en rien à ceux qui ont poussé leurs occupants à désertier leurs campagnes.*

Telles sont les réalités qui apparaissent à travers les deux méthodes utilisées pour saisir ce contexte : l'approche à travers les statistiques officielles générales, qui permet de définir les contrastes survenus entre les grands espaces de l'ensemble du pays; celle du terrain, et des données de base (dépouillement de l'état civil, des archives locales du recensement, du fisc, de la santé, des établissements scolaires et des entreprises agricoles, commerciales ou industrielles) détaillées dans quelques échantillons choisis de villes, soit de genèse précoloniale (Tlemcen, Nédroma, Miliana), soit de création (Sidi-bel-Abbès) ou de re-création coloniale (Sétif).

I. Une démographie naturelle contrastée, parfois déficitaire.

La démographie qui ressort des statistiques générales ne peut à cette époque donner qu'une idée très floue de ses variations dans l'espace, sinon de ses grandes tendances dans la durée, du fait de la proportion très inégale des déclarations selon qu'elles portent sur la

ville ou sur la campagne, sur tel espace urbain ou rural, sur les naissances et les décès, en particulier d'enfants. Ces données globales, très inférieures aux faits réels concernant la population algérienne tendent à une sous-évaluation de sa mortalité plus marquée que de sa natalité, elle-même sous-déclarée. Elles peuvent faire croire en particulier à une moindre différence des taux de mortalité générale et infantile avec ceux de la population coloniale et souligner seulement le grand écart des taux de natalité qu'elles présentent comme des faits culturels opposant les communautés, dont les différences sociales et géographiques aux différentes échelles ont ainsi masquées. *Les seules indications sûres qu'elles apportent sont celles qui soulignent le sens des variations interannuelles.*

En ce sens, elles marquent l'accroissement brutal de la mortalité liée à la guerre et à la crise économique frappant la paysannerie algérienne, qui l'accompagne en particulier en 1941-42 et 1945-1946. Les statistiques générales officielles marquent ces années-là une élévation du taux de mortalité générale musulmane respectivement à 130 puis de 198 % de celui de 1940, avant d'en revenir en 1943-1944 à 150 puis 135%, et à 135 puis 132% du taux de 1944, avant de retomber à un niveau un peu inférieur en 1947. Les taux de mortalité infantile déclarée atteignent leur maximum en 1945 (128 p. 1000) contre moins de 100 les autres années, tandis que les taux officiels de natalité ne marquent qu'un léger recul (de 48 en 1944 à 43,4 et 41,5 p. 1000 en 1945-1946). Quant aux taux de mortalité de la population coloniale, s'ils connaissent, eux, un maximum un an après les autres (en 1942-43), celui-ci est bien moins marqué (à 128 puis 138 % de ceux d'avant 1941), s'accompagne d'un maximum du taux de natalité, mais non d'une hausse de la mortalité infantile ; et la baisse de leurs taux ne cesse pas par la suite¹. **La crise démographique et sanitaire de 1941-42 frappe donc incomparablement plus les Algériens, seuls affectés par celle de 1945-46.**

¹- Gouvernement Général de l'Algérie, Direction Générale des Finances, Service Statistique Général.- Annuaire statistique de l'Algérie. 2^{ème} Volume 1948-49.- p.p.37-59 ; 3^{ème} Volume 1950.- p.p.30-46 ; 3^{ème} volume 1951.- p.p.31-46.

Mais la réalité est beaucoup plus catastrophique : les sous-déclarations réduisent probablement les chiffres réels des décès d'enfants de moins d'un an de plus de moitié, ceux des décès d'environ un tiers, ceux des naissances seulement d'un cinquième à un sixième, en particulier du fait du déficit d'enregistrement en zone rurale, surtout en ce qui concerne la population féminine. On peut se permettre cette évaluation en comparant les taux obtenus à partir des chiffres généraux à ceux fournis pour les agglomérations des chefs-lieux de département et d'arrondissement, soit 21 villes, qui n'ont aucune raison de connaître des mouvements démographiques naturels plus amples que les campagnes, dépourvues, on le verra, de desserte sanitaire. Or, en 1949, 1950, 1951, le taux urbain déclaré de natalité est respectivement de 43,5, de 44,1 et de 45,6 p. 1 000, soit 123 %, 113% et 114% du taux général officiel de la population musulmane (34,3, 38,9 et 39,8 p. 1000). Celui de mortalité générale urbaine de la même population atteint, les mêmes années, 23,6, puis 21,5 puis 21,1 p. 1 000, contre 14,9, puis 14,4 et 13,6 pour les statistiques d'ensemble, soit 157%, puis 144%, enfin 155% de leurs données. Enfin, au lieu de 95,7, puis 88 et 87 p. 1 000, les taux de mortalité à moins d'un an des mêmes années, en ville, s'élèvent à 201, puis 197, puis 188 p. 100, soit 210%, 227,5% puis 219% des chiffres généraux officiels².

Si on admet une relative constance du niveau de sous-déclaration dans la période, on doit admettre pour toutes les années de 1941 à 1946 des taux de natalité musulmane³ compris s'élevant de 46 à 49 puis 50, pour approcher 54 p. 1 000 en 1944 avant de redescendre à 51 en 1945, puis 49 de 1946 à 1948. De même, les taux de mortalité générale correspondants, de 35 p. 1000 en 1940, bondissent à 33, puis 50 p. 1000 en 1941 et 1942 et, après un palier vers 39 puis 36 p. 1000 en 1943-1944, se relèvent encore vers 49 puis 47 p. 1 000 en 1945 et 1946, avant de revenir à 36 puis 30 p. 1000 en 1947-1948, ce qui est encore trois fois le taux de la population coloniale. De même, il faut admettre, en doublant au moins les taux de mortalité infantile, qu'un quart au moins et non, comme en année moyenne, environ un cinquième des enfants musulmans n'a pas dépassé un an en 1945.

Cela signifie qu'à l'échelle du pays, la démographie algérienne, malgré ses taux de natalité très élevés, avait probablement été, *déficitaire en 1941 et 1942 et, au mieux, à peine équilibrée en 1945-1946*. Une telle situation ne s'était guère rencontrée, après les pertes de la guerre de

² - Ibid.- 1948 – 1949.- p. 52 ; 1950 & 1951.- p.42.

³ - Ibid.- 1948-49.- p.51 ; 1950 &1951.- p.41.

conquête coloniale et la famine et le choléra des années 1860, qu'au lendemain de la première guerre mondiale (en 1917-1919 puis 1921-1922). Elle rappelle, dans l'U.R.S.S. naissante⁴, les années de famine de la guerre civile (avec des taux de mortalité brute de 45,4 puis 39,8 et 38,8 pour 1 000 face à des taux de natalité de 39,3 puis 40,6 et 43,2, de 1920 à 1922) sinon celle de la famine de 1933 (avec 70 morts pour 1000), ainsi que la mortalité moyenne du « Goulag », tant dénoncés par « Le livre noir du communisme ».

Mais, alors que la population coloniale avait été touchée par ce déficit, seulement l'année 1918, la crise est cette fois propre à la population algérienne. Ceci souligne l'accentuation du sens opposé de l'évolution des deux populations produite par le système colonial, qui contredit les aspirations à l'intégration. Encore des sondages montrent-ils que la situation géographique et sociale faite par ce système à la population algérienne présente des distorsions considérables.

Ces distorsions sont marquées d'une ville à l'autre. La crise est plus marquée dans des villes de création ou de re-création coloniales, comme Sétif ou Sidi-Bel-Abbès, que dans des cités traditionnelles, moins déstructurées, comme Tlemcen, ou restructurées autour d'une activité productive (la mine, par exemple) comme Miliana, voire celles que la colonisation a marginalisées (comme Nédroma), leur épargnant l'apport de l'exode rural.

A Sidi-bel-Abbès⁵ par exemple, le déficit démographique de la population algérienne, dans une ville où, avant 1948, elle n'atteint pas encore la moitié du nombre des habitants, accompagne le doublement du nombre des naissances déclarées (portées de 702 (35 p. 1 000) à 1 434 (53 p. 1 000) de 1936 à 1948) avec une croissance nourrie par des apports ruraux : en 1941, la mortalité y atteint 47,6 p. 1 000. En 1942 52,6 p. 1 000 en 1945 et en 1946 51 p. 1 000 pour des taux de natalité inférieurs les trois premières de ces années (respectivement 37,6 puis 39,4 puis 46 p. 1 000), et à peine supérieur la quatrième (52,7). Ces trois déficits enlèvent 238, 328, puis 135 individus à un croît naturel ainsi ramené, sur douze ans, de 1790 à 1 091, sept fois moins que les entrées de migrants contemporaines.

⁴ Blum, Alain ; Ely, Maïté ; Zakharov, Serge : Démographie soviétique 1920-1950.- une redécouverte ; Andreev, Eugenii ; Darskij, Leonid ; Kharkova, Tatiana.- L'histoire de la population de l'U.R.S.S. 1920 – 1959.- In Annales de Démographie Historique, 1992.- Paris.- p.p. 7-22 & 61-150, Société de démographie historique, E.H.E.S.S..

⁵ Prenant, André : Questions de structure urbaine dans trois faubourgs de Sidi-Bel-Abbès.- In Bulletin de l'A.G.F. (Association de Géographes Français), N°257-258, 1956.- p.p.62-75.

A Sétif⁶, de même, 1942 a été déficitaire, avec un taux de mortalité global de 48,8 p. 1000 de la population musulmane, 1945, tout juste équilibré avec 39 décès, mais autant de naissances p. 1000 âmes. Ici aussi, ces crises marquées accompagnent un fort apport extérieur puisqu'en douze ans (1936-48), la croissance réelle (16 723 Algériens de plus d'un recensement à l'autre) n'est que pour un quart (4.490) le fait de l'excédent naturel. Il n'en va pas ainsi, par contre, ni à Tlemcen, ni à Nédroma, encore moins à Miliana. Dans cette dernière ville, les excédents naturels sont certes réduits en 1941 (à 40 sur 343 naissances musulmanes), 1942 (à 56 sur 396), mais à peine en 1945-1946 : l'exploitation sur place de jardins irrigués par une population salariée souvent restée propriétaire de son lopin familial rejoint le petit nombre de refuges d'extérieurs pour expliquer une croissance essentiellement naturelle⁷. A Tlemcen⁸, la même année, la mortalité musulmane approchant les 40 p. 1000 efface pratiquement l'excédent naturel alors que les apports ruraux ne font guère que compenser l'essaimage urbain. A Nédroma qui, de 1941 à 1948, connaît un excédent migratoire de 859 immigrants pendant que la guerre interrompt la migration du travail vers la France, l'année 1946 est la seule, depuis l'après première- guerre mondiale où le nombre des décès égale celui des naissances⁹.

Dans ces agglomérations, les excès de la mortalité touche essentiellement les marginalisés, tant dans leur lieu d'habitat, précaire (et périphérique ou dégradé) que dans la perte de leur insertion sociale et professionnelle. Ainsi, à Sidi-bel-Abbès¹⁰, encore en 1951, le taux de mortalité d'un « *camp périurbain* » précaire édifié lors des crises depuis la guerre de 1914 par les arrivants des campagnes, le lotissement irrégulier Sénéclouze atteint 28 p. 1000, (face à une natalité de 57 p. 1000 !), contre 20 p. 1000 pour les Algériens très minoritaires du faubourg de la gare, et 15 p. 1000 pour ceux du faubourg espagnol du Sud (dont la natalité n'excède pas 39 p. 1000). La mortalité infantile y atteint alors le taux de 191 pour 1000 naissances, contre entre 120 et 140

⁶ - Id. : Facteurs de peuplement d'une ville d'Algérie intérieure : Sétif.- In : Annales de Géographie, 1953.

⁷ - Delannoy, Henri et Prenant, A. (Avec la collaboration d'A. Levalois) : Les jardins de Miliana ; effets de la prolétarianisation d'une banlieue maraîchère et fruitière.- In Bulletin de l'A.G. F., 1963, n°316-317.- p.p. 11-23.

⁸ - Prenant, A. : La propriété foncière des citadins dans les régions de Tlemcen et Sidi- Bel -Abbès.- in Annales Algériennes de Géographie (A.A.G.), N°3, Janvier-Juin 1967.- p.p. 2-94.

⁹ - Prenant-Thumelin, Marie-Anne : Nédroma 1954.- In A.A.G., N° 4, Juillet-Décembre 1967.- 44 p.

¹⁰ - Art. cité note 5.

dans les deux autres quartiers. L'espérance de vie à la naissance n'y excède pas 17 ans. C'est dire ce qu'a dû être la condition des habitants de tels quartiers lors des années de famines, des épidémies, et des arrivées massives de ruraux de 1941 à 1946, de l'ordre de l'espérance de vie la plus basse (11 ans), signalée dans l'U.R.S.S. de la famine de 1933.

A Tlemcen,¹¹ ce sont aussi bien les camps périurbains de même origine, dont le principal est le lotissement Boudghène, au pied du plateau de Lalla Setti, que les villages rejoints par l'extension de la ville comme El Eubbad (Sidi-Bou-Mèdiene), qui connaissent de tels taux extrêmes: en 1948 encore, le premier connaît un taux de mortalité de 32,7 p. 1000 (pour une natalité à 49,2 p. 1000), un taux de mortalité infantile de 200 p. 1000 ; le second, un taux de 30,5 p. 1000, pour une natalité à 55 p. 1000, et une mortalité infantile à 260 p. 1000, quand la mortalité musulmane de différents quartiers de la vieille ville oscille entre 13 et 26 p. 1000, et celle des faubourgs coloniaux (Pasteur, Beau séjour, Bel-Air) se situe à 16 p. 1000.

A Sétif¹² de même, le record appartient au vieux recasement de Bel-Air, et au vieux lotissement Baud, avec, la même année, des taux de mortalité générale de 27 et 26,6 p. 1000, mais les faubourgs Nord de la Gare, des Jardins (21 p. 1000), de l'industrie (19 p. 1000), et les quartiers dégradés du centre ne sont pas épargnés. Seuls les Musulmans des quartiers coloniaux, notamment des cités Levy (à Tlidjène), où des Cheminots connaissent des taux plus bas. La mortalité à moins d'un an frappe également d'abord Bel-Air, Beaud, Les Jardins, de taux supérieurs à 200 p. 1000 naissances, quand ceux des musulmans des cités et du centre ville, même dégradés, ne dépassent pas 120 pour un taux moyen, en 1948, de 183.

Dans tous ces cas, la mort, et surtout celle des enfants, frappe saisonnièrement : dans les camps périurbains de Sétif¹³, 12% des morts surviennent dans le seul mois de Janvier, en année de disette. Avril et mai, avant la soudure, et août, lors des grosses chaleurs dans les quartiers sans assainissement ni eau, la malnutrition, l'entérite et la déshydratation touchent d'abord les enfants. A Sénéclauze, (Sidi-Bel-Abbès), en 1951, 17% des décès sont dus à la tuberculose, 34% à l'entérite des enfants, 3% à la rougeole.

¹¹ - Art. cité note 8.

¹² - Art cité note 6.

¹³ - Ibid.

II. Les corollaires et les manifestations sociales de la crise.

La marginalisation professionnelle, qui affecte d'abord les migrants des campagnes, qui en viennent parce que déjà marginalisés, caractérise certes statistiquement toute la population musulmane algérienne, urbaine comme rurale face à la minorité coloniale. Mais c'est avant tout, en ville, les néo-urbains, peuplant majoritairement les quartiers dont il vient d'être question, qui y sont soumis. Sous-prolétariés, sans aucune formation professionnelle, ils sont de perpétuels candidats à l'emploi, de service ou de manœuvre industriel comme agricole, payés en 1954 325 Fr. par jour où ils trouvent de l'embauche. Ces « *journaliers* » sont, à Sétif en 1948, 55% des « *actifs* » du faubourgs des Jardins, 50% de ceux du lotissement Baud, 47% de ceux du faubourg de l'industrie, de 38 à 42% de ceux des quartiers dégradés du centre et du faubourg de la gare, mais seulement moins de 20% de ceux des minorités musulmanes des quartiers coloniaux : « *Cités* » «Lévy (3%) et Cheminots (12%)», 4% au centre commercial de la ville, 11% au Faubourg de la Gare. En outre, les « *actifs* » dans leur ensemble sont plus rares encore là où les journaliers en forment la plus grande proportion : ils ne sont pas 20% des habitants aux jardins, à l'industrie, à peine 20% à Bel-Air, 22% au lotissement Baud, mais 26% au faubourg de la gare et 28, 5% au centre-ville¹⁴.

Encore les femmes y sont-elles exclusivement domestiques, et les hommes, le plus souvent, lorsqu'ils ne sont pas ouvriers permanents mais non qualifiés, « *commerçants* » de multipliés d'un secteur proche de l'informel.

A Sidi-Bel-Abbès¹⁵, les actifs musulmans sont, en 1948, en moindre proportion à Sénécclauze qu'aux faubourgs de la Gare ou à la « *Calle del Sol* » et dans chacun de ces quartiers que ceux des communautés coloniales. Et parmi eux les journaliers y sont respectivement 67%, 43% et 28%, dans le même ordre mais en proportion évidemment bien plus forte que parmi les « *Européens* » qui y sont 21% 11,5% et 6%. Les commerçants et artisans, à des niveaux correspondant au pouvoir d'achat d'une telle population, prêts, à Sénécclauze, à fermer boutique en cas d'embauche sur chantier, y figurent dans l'ordre inverse, respectivement pour 11% à Sénécclauze, 20% Calle de Sol et 25% des actifs à Marceau (où ils sont en plus fort pourcentage que leurs homologues Européens, -

¹⁴- Gouvernement Général de l'Algérie. Direction générale des Finances, Service de statistique générale : Résultats statistiques du dénombrement effectué le 31 Octobre 1948. Principalement volume III, population musulmane.

¹⁵ - Cf. art. cité note 5.

mais à un autre niveau !-); les salariés stables du secteur productif, 14% à Sénéclauze (mais au niveau de l'artisanat local), contre 20 et 25% dans les deux autres faubourgs analysés, y sont de toutes façons moins nombreux que les «européens» (de l'industrie et de Ateliers C.F.A.) qui sont respectivement 28%, 38% et 48% des actifs de leur communauté dans ces trois quartiers.

A Tlemcen¹⁶ l'opposition est encore plus nette entre le faible taux d'activité, et la dominance du caractère aléatoire et non spécialisé de l'emploi, par exemple à Boudghéne, et la professionnalité des vieux quartiers citadins dans l'artisanat, l'industrie alimentaire ou textile, qui n'exclut cependant pas le chômage, comme elle est nette à Nédroma entre les occupants, de provenance rurale, du nouveau lotissement précaire de Sidi Abderramane, journaliers ou familles d'émigrés en France, et la dominance des artisans traditionnels, eux-mêmes en crise cependant, au sein de la vieille ville¹⁷. Une telle opposition se retrouve aussi à Miliana entre le petit nombre d'actifs et la grande majorité, parmi eux, de journaliers arrivant constamment de la campagne au « *camp périurbain* » d'O. Rehan, leur poids bien moindre parmi les Algériens de la vieille ville commerçante partagée avec la population coloniale, et la spécialisation minière des jardins de l'Est¹⁸.

Le non-emploi, le sous-emploi, la sous-rémunération apparaissent donc comme transférés de certains espaces ruraux vers des villes dont, généralement, l'activité traditionnelle est elle-même en crise sans que celle introduite par l'entreprise coloniale puisse y suppléer. Le chômage est donc seulement accru en ville par l'afflux de ruraux qui retrouvent en venant investir la ville les problèmes qui les ont chassés des campagnes. L'insignifiance des «chantiers de chômage», malgré leur généralisation et leur grossissement d'année en année ne peut apporter aucune solution. En 1946, 2 364 sont ouverts à travers le pays, qui disposent de 145 340 000 Fr. d'alors de subvention pour faire travailler 179 666 chômeurs, -peut-être un marginalisé sur cinq- soit en moyenne dix jours par an ! A Sétif, en 1952, 980 chômeurs officiels y sont inscrits, les plus anciens « sétifiens » d'entre eux, quant 1 500 familles d'enfants scolarisés (qui elles-mêmes ne sont qu'une minorité) sont reconnus comme indigents. Sur ces chantiers «en régie communale», ont été effectués 3 003 journées de travail à 200 Fr. en 1947, 3724 (à 250 Fr.) en 1948 et 8 521 en 1949, et 4 067 (à 270Fr.) en 1950, soit entre 2 et 6

¹⁶ - Dépouillement exhaustif de l'état civil de 1948 (domiciles, professions, lieux de naissance des parents d'enfants nés, et des décédés).

¹⁷ - Cf. art. cité note 8.

¹⁸ - Cf. art. cité note 7.

jours de travail par an en moyenne¹⁹. La situation actuelle de régression de l'emploi depuis la fin des années 1980 et de son « informalisation », à un niveau économique infiniment plus élevé reste très au dessus de l'extension du chômage et de l'informel de la misère un demi-siècle plus tôt. Et si, alors, l'exode rural a comme cause initiale la disparition de ressources, ce ne sont pas des emplois qui retiennent en ville ses participants.

L'exode rural qui nourrit les « *camps périurbains* » appartient à une seconde phase, qui a succédé à celle qui, à la charnière du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, a été déterminée par la spoliation de terres des fellahs acquises par la grande colonisation privée. Elle a en commun avec elle de trouver sa source dans la privation de ressources des ruraux et non dans l'attraction de ressources de la ville qui n'offre pas de perspective d'emploi aux arrivants. Amorcée au lendemain de la première guerre mondiale, notamment avec le remplacement, pour les moissons, d'une partie de l'emploi saisonnier par « *l'espicaadora* », poursuivie à la veille et au lendemain de la seconde, avec la multiplication des tracteurs et l'adoption de la moissonneuse-batteuse, elle s'effectue principalement à partir des douars des communes mixtes des plaines et hautes plaines céréalières où la grande colonisation privée, concentrée, mécanise son exploitation sans l'intensifier ; une partie de l'emploi permanent, mais aussi de l'emploi saisonnier qui complétait les revenus de fellahs réduits à des propriétés ou à des fermages microfundiaires par les transactions inégales antérieures, qui permettait leur survie. Les très mauvaises récoltes de la guerre, puis surtout celle de 1945, aggravent dans ces campagnes la quasi- impossibilité de subsister. Dans la région de Sétif, la mécanisation de la ferme d'El Harmelia (400 ha de la Cie Genevoise) remplace 24 khammès par seulement 16 salariés. La ferme Audureau (157 ha) ramène l'effectif de ses salariés permanents de 22 à 11 et la ferme Roux (380 ha. à Fermatou), de 15 à 5, tout en réduisant l'emploi pour les moissons-battages de 50 à 10 saisonniers²⁰.

L'afflux des migrants se tourne vers les villes marchés régionales où ont déjà abouti leurs parents ou contribubles de la première vague migratoire, beaucoup plus que celui des montagnards restés à l'écart des prélèvements fonciers coloniaux, et que la marginalisation de leurs cultures par leur mise en marge du marché, l'émiettement de leurs biens par partage et la crise, marquée par la hausse des prix poussent à migrer

¹⁹ - Délibérations du Conseil Municipal de Sétif. Mentionné sur le manuscrit, censuré par la direction des A. de G., de l'art. cité note 6.

²⁰ Informations recueillies à la Coopérative des H.P.S censurées sur le manuscrit de l'article cité note 6.

définitivement que durant la crise de la guerre, avec la coupure d'avec l'Europe. Ils reprennent aussitôt après leur migration temporaire du travail vers Alger, Oran ou la France.

Ainsi, à Sétif, ce sont avant tout des originaires des Ouled Abdennour (Bendjad, Guidjel, Ouled Sabor) où les propriétés de plusieurs centaines d'hectares acquises par quelques colons sétifiens constituent l'essentiel des 27 183 ha. Coloniaux de la C.M. des Eulma (pourvues de la majorité des 89 tracteurs et de toutes les moissonneuses batteuses, et ceux des Rirha proches (Ain Oulmène, Guellal), où de telles propriétés couvrent la majeure partie de 14 748 ha coloniaux, avec 32 tracteurs, contre 8 aux Algériens), qui constituent l'essentiel du peuplement d'origine rurale. Respectivement 3,9 %, 3,8 %, 4,1 % des musulmans de la ville viennent des trois premiers douars 3,1 % et 2,1 % des seconds, soit 17 % de cette population, et près du double parmi les adultes : ils représentent 40%, 40 %, 32 %, 20 % et 50 % des habitants restés dans ces localités d'origine. Le maintien de khammès et de métayers algériens sur les terres de colonisation officielle et de la Cie Genevoise malgré l'emploi, ici aussi, de nombreux tracteurs et de M.B. à Sétif rural, Bouhira (avec Ain Arnat), Ain Abessa, El Ouricia, tend à réduire relativement l'afflux de ces zones proches, principales pourvoyeuses de la première vague, déjà largement parvenue à la « seconde génération », dont les originaires sont respectivement, en 1984, 1, 6%, 2,6%, 5% et 4,2%, soit ensemble 13,4 % de l'ensemble des Algériens de la ville, soit l'équivalent de 5%, 25 %, et 28 %, des habitants restés dans leurs localités d'origine. L'apport de la Kabylie, au sol resté largement propriété algérienne, demeure faible : 1,5 % de la population restée dans les communes mixtes de Takitount et du Guergour, représentant à peine 6 % des Algériens de Sétif.²¹

De même, à *Sidi Bel Abbès*,²² la migration récente des campagnes aboutit beaucoup plus à Sénéclauze que dans les deux autres quartiers analysés ou dans la « medina jdida » locale, dite alors « Bugeaud », plus anciennement peuplée et intégrée, 14,5 % seulement de ses habitants y sont Bel-Abbésiens de naissance, contre 21 %, à Négrier (Calle del Sol), 20 % à Marceau (gare). 0,9 % à peine y sont alors Tlemcénien, contre 5 % à Négrier et 11 % à Marceau. Les 75 % y sont par contre d'origine rurale et 29% - près de la moitié de ces ruraux-, viennent des douars céréaliers voisins de l'Est de la ville, appropriés et mécanisés pour une exploitation extensive par de gros colons belabbésiens : Sénéclauze compte 7 % de natifs de Tilmouni, 6% de Sfisef rural, 4,7 % de

²¹ cf. article cité note 6.

²² cf. article cité note 5.

Tiliouine, représentant respectivement -47%, 60 % et 72% des habitants restés dans ces douars. C'est beaucoup plus que les 19% de natifs des centres et des campagnes viticoles du Sud-Ouest de la ville, plus intensives et, à plus forte raison, donc de natifs du massif du Tessala bien moins nombreux que les 27% venus des zones rurales éloignées d'Oranie. C'est un rapport inverse de celui des origines de la population algérienne des « vieux » faubourgs, où les natifs du pourtour viticole sont 23% à Négrier et 24,8% à Marceau, face à seulement 16 et 21% de natifs du pourtour céréalière, pour 15 et 11% venus du rural lointain.

La proportion beaucoup plus faible de migrants ruraux à Tlemcen, Nédroma ou Miliana, alors concentrés surtout dans un quartier d'habitat précaire ou un « camp périurbain » dans chacune de ces villes -Boudghène pour la première, Sidi Abderrahmane dans la seconde, Oulad Rehan- dans la troisième- s'explique par la conservation par leur *haddar* de l'essentiel des propriétés, dans l'ensemble des terres irriguées et intensives, de leur Haouz. A Nédroma²³ -par exemple, ce sont les Beni-Mishel, les Souahlia et la Béni-Menir, cumulant 1700 hectares de grande exploitation coloniale, qui, à l'exclusion des secteurs les plus montagneux des Traras, propriété des « Kabyles », s'installent, -ou installent leurs familles-, à Sidi Abd-er-Rahmane, plus pour bénéficier de la poste où arriveront leurs mandats (les travailleurs émigrés en France, de l'école, etc. ..., tous services absents des campagnes). Ils restent exclus de la ville intra-muros par le particularisme citadin. Ce sont des ruraux qui, là comme à Tlemcen et Miliana, constituent la « réserve » de journaliers.

La ségrégation de l'habitat, ainsi élaborée aux dépens des Algériens en général et, en ville, aux dépens des migrants des campagnes, s'accompagne d'une très forte inégalité de l'espace occupé, espace logeable et viable, accès à l'eau à l'électricité et éventuellement au gaz, ainsi qu'une inégalité de la présence des services scolaire et sanitaire et de leurs possibilités d'accès.

La première marque de cette inégalité, décelable dans le recensement de 1954²⁴ réalisé durant les premières semaines de l'insurrection, tient dans le rejet des « *logements de type européen* » définis comme tels lorsqu'ils disposent au moins d'une partie des commodités mentionnées ci-dessus et d'ouvertures sur la rue. Les divers « autres » sont en général plus nombreux en proportion dans les villes à forte implantation coloniale et réceptrices d'un afflux rural massif: les 2/3 des Algériens de Sétif de ceux de Hussein Dey, banlieue laborieuse d'Alger mais seulement 23%

²³ cf. article cité note 9.

²⁴ Gouvernement général de l'Algérie : Recensement général de la population de 1954.

de ceux d'Alger ville ou d'El Biar, un tiers de ceux de Sidi Bel Abbès ou Aïn Témouchent, etc. Ces « autres » vont de la maison en dur traditionnellement familiale mais partagée pièce par pièce depuis que se manifeste la « crise » coloniale dans les vieilles médinas plus ou moins éventrées (Alger, Tlemcen, Constantine), où lotissements précaires (comme à Sétif) dépourvus de viabilisation : aux baraques de bidonvilles ou aux gourbis (ainsi Bizart à Sétif et Boudghene à Tlemcen). Dans tous ces cas l'entassement est la règle, pour une population, on l'a vu, de journaliers, de revendeurs ou de commerçants informels improvisés venus des campagnes : les taux d'occupation, non donnés par les statistiques y sont de 4 à 5 habitants par pièce, bien plus que dans ce qu'on considère aujourd'hui comme une crise du logement.

Ces habitants se composent de baraques de bidonville pour 55,7 % du total des logements algériens de Hussein Dey, un cinquième de ceux d'Alger ville. Mais seulement 12 % de ceux d'El Biar. Même dans l'intérieur, où maisons d'adobe ou de pierre de type rural s'y substituent représentant le quart de l'habitat algérien de Constantine et le sixième de celui de Tlemcen, elles sont encore 8 % de ceux de Constantine, 6,5 % de ceux de Tlemcen (notamment à Boudghène) 5 % de ceux de Sidi-Bel-Abbès et de Sétif (notamment à Bizart). Les grottes d'El Qal'aa continuent à abriter 5 % des ménages musulmans de Tlemcen.

Cette surpopulation des logements, la même qu'en zone rurale, n'exagère qu'à peine celle qui, alors, touche ceux qui se considèrent comme appartenant à des couches moyennes : dans les logements « de type européen », le nombre moyen de pièces dépasse rarement deux (2,3 à El Biar) ; il est de 1,4 à Alger, 1,6 à Hussein Dey, 2,3 à Constantine, 2 à Sétif, 1,7 à Sidi-Bel-Abbès, 2,3 à Tlemcen. Les taux moyens d'occupation par pièce, s'ils s'abaissent à 2,3 à Tlemcen, sont de 2,9 à Sidi-Bel-Abbès, 3,38 à Sétif, 3,5 à Alger, 3,86 à Hussein Dey, 3 à Tlemcen. C'est que face à une très petite fraction aisée disposant d'espaces comparables à la majorité de la population coloniale (ainsi 69 ménages et 580 habitants (2 %) à Sidi-Bel-Abbès à 1.2 par pièce dans les logements d'au moins 5 pièces), la moitié des familles de ces quartiers très relativement « privilégiés » logent à raison d'une pièce par ménage à Sétif (6 000 habitants sur 12 000). 43 % à Sidi-Bel-Abbès, à Tlemcen, respectivement à raison de 4,98 de 4,5 et de 4,1 par pièce ! Que ceux qui s'inquiètent de l'aggravation actuelle appréhendent de telles perspectives !

La plupart de ces quartiers sont dépourvus d'infrastructure collective. A l'inverse de l'habitat urbain traditionnel précolonial, ils ne disposent pas, en général de réseau d'assainissement. Même les lotissements sont,

pour la plupart, irréguliers, et démultipliés par les reventes de parcelles de lots qui, dans les cas de desserte initiale des lots, ne la laisse effective que pour peu d'occupants. Ceux-ci n'en deviennent «propriétaires » que parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer, ailleurs, un loyer. Et il s'agit, là encore, en grande majorité, de journaliers de provenance rurale récente.

L'approvisionnement en eau de ces quartiers se fait, en général, excessivement par un petit nombre de bornes fontaines publiques où l'attente est longue, et le plus souvent confiée aux enfants.

Les services publics constituent généralement un des motifs de fixation des migrants. On l'a vu pour la poste qui permet aux familles laissées sur place par les travailleurs, partis en France en 1945 en nombre beaucoup plus grand qu'avant-guerre, de toucher les mandats qu'ils expédient et dont l'absence totale d'un tel service rendrait peu accessible la perception dans les douars. Il en va de même de *l'école* à peu près totalement inaccessible dans la plupart des zones rurales. S'il existe en ville des classes, voire des écoles « indigènes » dans les quartiers à dominante algérienne les mieux intégrés, l'école élémentaire est parfois totalement absente dans des quartiers « périurbains » pourtant fort peuplés, comptant plus de 1000 enfants d'âge scolaire, tels les lotissements Baud à Sétif, Sénéclouze à Sidi-Bel-Abbès, ou Boudghène à Tlemcen. Et les établissements des quartiers voisins ne disposent que de peu de places pour en accueillir les enfants, souvent pas plus que 5 à 10 %, guère plus que dans les zones de départ. A plus forte raison la ségrégation s'opère-t-elle dans les établissements secondaires ; il en va ainsi, à Sétif, du Lycée Albertini, dont le dixième à peine des élèves sont, alors, de famille musulmane, essentiellement urbaine, et non marginale²⁵.

²⁵ - Au 5 Novembre 1948, selon l'Annuaire statistique de l'Algérie 1948-49, cité note 1 (page 89) l'enseignement primaire public comptait 199 618 élèves « Français-Musulmans » (environ 15 % des classes d'âge scolaire), dont seulement 24 % de filles), moins du double (180 %) des 111 403 « Non-Musulmans, tous scolarisés (p.p.88-92). A l'Université d'Alger (la seule jusqu'après l'indépendance) les étudiants "Français-Musulmans" étaient alors 282 (masculins à 89 %) face à 4 357 "Non-Musulmans" (dont 33 % de filles), soit 6 %.

A Sétif, au Lycée Albertini, selon le dépouillement des effectifs de 1951, il n'y avait que 80 algériens sur les 168 pensionnaires de l'ensemble des classes secondaires, soit 48 %, tous masculins, dont seulement 15 (19 %) des campagnes proches de moins de 50 km. (dont 10 fils d'exploitants agricoles), mais 58 (73 %) des villes proches (Bordj Bou Arreridj, Saint Arnaud (El Eulma) et Jijel, et des Kabylies, dépourvues de lycée (enfants de commerçants, de caïds ou assimilés, de membres de professions libérales et de cheminots). Sur les 234 Sétifiens des seules classes d'examen, 45 (19 %) seulement étaient algériens, également tous des garçons, dont 14 sur 118 (12 %) du centre ville et 18 sur 78 (22 %) du faubourg de la Gare étaient les quatre

La desserte médicale, elle aussi essentiellement urbaine, ne se manifeste dans les quartiers à dominante algérienne que par des salles de soins. Le plus souvent même absentes des quartiers d'habitat précaire. L'ensemble des régions à faible population coloniale n'ont qu'une couverture médicale dérisoire, constituée pour l'essentiel de fonctionnaires. Alors que les arrondissements d'Alger et d'Oran, à 36,5 % et 41,6 % de peuplement colonial, disposent en 1948 d'un médecin (privé ou hospitalier) pour 1 246 et pour 2 430 habitants, il n'y en a déjà plus qu'un pour 4 000, un pour 4 100, et un pour 5 500 dans ceux de Blida, Bone (Annaba) et Sidi-Bel-Abbès qui comptent respectivement 15 %, 20 et 21% de population coloniale. Et dans les arrondissements de Constantine, Tlemcen, Sétif et Béjaïa, algériens à 94,8 %, 90,8 %, 97 %, et 98 %, les médecins ne sont alors, respectivement, qu'un pour 8 450, pour 8 300, pour 11 300 et pour 17 230 habitants²⁶. Encore, à l'hôpital de Sétif, l'un des plus modernes et des plus vastes de l'intérieur, les malades hospitalisés ne sont pas musulmans algériens pour moitié²⁷.

Et ces distorsions inégalitaires ne seront guère modifiées avant 1954.

En conclusion.

Les lendemains de la guerre, censée menée pour la libération des peuples, et qui l'a été, dans l'ensemble, réellement, pour les peuples d'Europe, y compris par les Algériens combattant dans la première armée française, surviennent pour l'Algérie dans les conditions telles que la coupure avec la France a rendu patents des déséquilibres structurels aggravant les conditions d'inégalité, sociale comme culturelle, inhérentes au système colonial. Sa retombée sur l'ensemble de la population a facilité l'union des amis du Manifeste. Malgré l'incarcération de Ferhat Abbas jusqu'au début de 1946, la création de l'U.D.M.A., la même année représente l'adoption d'une stratégie légaliste et une moindre radicalisation que celle du M.T.L.D., conflictuelle en son sein. Malgré, en 1952, l'éphémère « Front Algérien », cette différence ne peut-elle être ressentie comme celle qui sépare ruraux et marginalisés migrés en ville de ceux qui pensent pouvoir s'intégrer ? N'est-ce pas la constatation que la mise à l'écart concerne l'ensemble des Algériens qui dix ans plus tard, amènera Abbas à rallier le F.L.N., né lui même d'une réaction de marginalisés du M.T.L.D. ?

cinquièmes, parmi lesquels 34 (78 %) étaient issus du commerce, de la fonction publique et de l'enseignement, 3 étaient fils de journalistes, et 4 d'ouvriers permanents.

²⁶- Annuaire statistique de l'Algérie, 1948-49.- p.p. 65-67 ; 1950.- p.p. 51-60 ; 1951.- p.p. 51-59.

²⁷-Dépouillement personnel.